

Professeur de psychologie, Johan n'en peut plus du libéralisme, de la consommation et de l'abrutissement des masses, il ne croit pas à la démocratie représentative mais rêve d'auto-gestion : « *Quand on parle de démocratie participative¹⁵ et d'autogestion¹⁶, on nous répond souvent que c'est très beau, mais ça ne peut pas marcher, que la nature humaine est ainsi faite que ça ne fonctionnera jamais. Ça marche dans la ZAD (Zone à défendre) de Notre-Dame-des-Landes depuis deux ans. Je suis convaincu que les conditions d'un changement radical sont réunies, le ras-le-bol est total !* » Johan rêve de réitérer l'expérience sociale au cœur de Paris et d'installer une ZAD à République.

© Téléràma.fr

1. Journaliste, essayiste et homme politique, François Ruffin a réalisé *Merci Patron !*, documentaire sorti en février 2016 et racontant les difficultés financières de Jocelyne et Serge Klur, licenciés de leur usine à la suite de sa délocalisation en Pologne.
2. Qui se présente comme un média citoyen gratuit, se distinguant des grands groupes de presse payants et en partie financés par les publicités.
3. Constructeur automobile français.
4. Syndicat agricole.
5. Journal alternatif écologiste.
6. Commune de la Loire-Atlantique rendue célèbre dans la lutte contre le projet de construction d'un aéroport envisagé depuis le milieu des années 1960. Le lieu d'implantation a été décrété « zone à défendre » (ZAD) et occupé par des opposants au projet, définitivement abandonné en 2018.
7. Loi proposée par Myriam El-Khomri, ministre du Travail (2015-2017).
8. Place publique de la ville de Madrid.
9. Une sorte de.
10. Poète et diplomate chilien (1904-1973).
11. Métier qui consiste à garantir la présence d'une entreprise ou d'une marque sur les réseaux sociaux.
12. Service en ligne de traitement de texte pour des écrits collaboratifs reposant sur l'application libre Etherpad. Le pad désigne une page.
13. Structure éphémère de manifestants dont les formes d'action collective sont souvent violentes.
14. Militants engagés dans la protection d'une « zone à défendre ».
15. Elle permet l'implication directe du citoyen au gouvernement des affaires publiques, sans qu'il ait besoin d'un statut ou d'un mandat éligible pour représenter la collectivité.
16. Les membres d'une collectivité gèrent leurs propres affaires, sans hiérarchie ni intermédiaire représentatif du groupe.

■ **Document 4 : Soirée de manifestation du mouvement Nuit Debout sur la place de la République, à Paris, au printemps 2016**



© IP3 PRESS/Aurelien Morissard